

# Baccalauréat Technologique

Session 2009

\*\*\*

## Histoire-Géographie

Série : Sciences et Technologies de la Gestion

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

Les calculatrices ne sont pas autorisées

Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1<sup>ère</sup> partie.  
*10 points*

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la  
2<sup>nde</sup> partie.  
*10 points*

*Ce sujet comporte 10 pages numérotées de 1/10 à 10/10.  
La feuille **Annexe page 10/10** est à rendre avec la copie d'examen*

## PREMIÈRE PARTIE

### Questions d'histoire

- 1) Proposez et datez un évènement qui marque le début de la Guerre froide, en justifiant brièvement votre choix. (2 points)
  
- 2) Choisissez le nom d'un personnage qui a joué un rôle majeur dans l'accession à l'indépendance de son pays (milieu des années 1950 - début des années 1970). Indiquez son nom et le lieu de son action, puis présentez brièvement son rôle. (2 points)
  
- 3) Indiquez la caractéristique majeure de l'élection présidentielle de 1981 en France. (1 point)

### Questions de géographie

- 4) Parmi les propositions suivantes, laquelle définit la notion de « réseau » (1 point) :
  - a) Echange généralisé entre les différentes parties de la planète.
  - b) Déplacement de biens, de personnes, d'informations ou de capitaux.
  - c) Ensemble de nœuds ou pôles reliés entre eux par des lignes ou des canaux.
  
- 5) « La mondialisation par la culture et la consommation suscite des formes de rejet et de contestation ».  
Justifiez cette affirmation en proposant deux arguments différents. (2 points)
  
- 6) Sur le fond de carte en **annexe page 10/10**, localisez et nommez deux des trois mégalo-pôles. (2 points)

## SECONDE PARTIE

*Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices*

*Exercices portant sur les sujets d'étude du programme d'histoire*

### Exercice n° 1 : sujet d'étude : **Le Proche-Orient**

**Discours de Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères français à l'ONU, le 14 février 2003**

Nous poursuivons ensemble l'objectif d'un désarmement effectif de l'Irak. [...] En adoptant à l'unanimité la résolution 1441<sup>1</sup>, nous avons collectivement marqué notre accord avec la démarche en deux temps proposée par la France : le choix du désarmement par la voie des inspections et, en cas d'échec de cette stratégie, l'examen par le Conseil de sécurité de toutes les options, y compris celle du recours à la force. C'est bien dans ce scénario d'échec des inspections, et dans ce cas seulement, que pourrait se justifier une seconde résolution. La question qui se pose aujourd'hui est simple : considérons-nous en conscience que le désarmement par les missions d'inspections est désormais une voie sans issue ? [...]

En réponse à cette question, la France a deux convictions : la première, c'est que l'option des inspections n'a pas été conduite jusqu'à son terme et peut apporter une réponse efficace à l'impératif du désarmement de l'Irak ; la seconde, c'est qu'un usage de la force serait si lourd de conséquences pour les hommes, pour la région et pour la stabilité internationale qu'il ne saurait être envisagé qu'en dernière extrémité. Or que venons-nous d'entendre, à travers le rapport de MM. Blix et El Baradei<sup>2</sup>? Nous venons d'entendre que les inspections donnent des résultats. [...]

L'autorité de notre action repose aujourd'hui sur l'unité de la communauté internationale. Une intervention militaire prématurée remettrait en cause cette unité, ce qui lui enlèverait sa légitimité et, dans la durée, son efficacité. Elle pourrait avoir des conséquences incalculables pour la stabilité de cette région meurtrie et fragile. Elle renforcerait le sentiment d'injustice, aggraverait les tensions et risquerait d'ouvrir la voie à d'autres conflits. Nous partageons tous une même priorité, celle de combattre sans merci le terrorisme. Ce combat exige une détermination totale. C'est depuis la tragédie du 11 septembre, l'une de nos responsabilités premières devant nos peuples. [...]

Il y a dix jours, le secrétaire d'État américain<sup>3</sup>, M. Powell, a évoqué des liens supposés entre Al-Qaïda et le régime de Bagdad<sup>4</sup>. En l'état actuel de nos informations et recherches menées en liaison avec nos alliés, rien ne nous permet d'établir de tels liens. En revanche, nous devons prendre la mesure de l'impact qu'aurait sur ce plan une action militaire contestée actuellement. Une telle intervention ne risquerait-elle pas d'aggraver les fractures entre les sociétés, entre les cultures, entre les peuples, fractures dont se nourrit le terrorisme ?

Source : Dominique de Villepin, *Un autre monde*. Paris, L'Herne, 2003, p. 73-80.

1. Résolution du Conseil de sécurité qui exige de l'Irak qu'il accepte, dans un délai de sept jours, le contrôle renforcé de ses installations de production d'armes.
2. Respectivement président de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies et directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
3. Le ministre des Affaires étrangères aux Etats-Unis.
4. C'est-à-dire l'Irak dirigé par Saddam Hussein.

### Questions :

- 1) A qui s'adresse ce discours ? Sur quel problème porte-t-il ?
- 2) Dégagez les arguments de l'auteur. A qui s'oppose-t-il en cette circonstance ?
- 3) Précisez ce que signifie la « tragédie du 11 septembre ».
- 4) Montrez en quoi la pertinence de la mise en garde exprimée dans les phrases soulignées s'est vérifiée.

### Exercice n° 2 : sujet d'étude : L'Amérique latine

#### **Document 1 : Notes secrètes du directeur de la C.I.A. (15 et 16 septembre 1970)**

*Transcriptions des ordres du président Nixon, le 15 septembre 1970 :*

Une chance sur dix peut-être, mais sauvons le Chili ! Cela vaut la peine ; [...] pas d'implication de l'ambassade<sup>1</sup> ; dix millions de dollars disponibles et plus si nécessaire ; un emploi à temps plein pour nos meilleurs éléments ; une stratégie : étrangler l'économie.

*Compte-rendu de réunion sur la situation chilienne, le 16 septembre 1970 :*

Le directeur a annoncé que le président Nixon avait décidé qu'un régime Allende<sup>2</sup> au Chili n'était pas acceptable pour les Etats-Unis. Le président a demandé à l'Agence<sup>3</sup> d'empêcher Allende d'accéder au pouvoir et de le renverser. Le président a dégagé 10 millions de dollars à cet effet, si nécessaire. De plus, l'Agence doit mener à bien cette mission sans coordination avec les ministères des affaires étrangères ou de la défense.

Richard Helms, directeur de la CIA, notes déclassifiées en 1998,  
reproduites dans *Le Monde*, 11 décembre 1998.

#### **Document 2 : Communiqué de la junte militaire chilienne, le 11 septembre 1973**

Compte tenu de la très grave crise économique, sociale et morale qui détruit le pays, de l'incapacité du gouvernement à prendre des mesures pour mettre fin au développement du chaos, de l'accroissement constant de groupes paramilitaires organisés et entraînés par l'Unité populaire qui conduit le Chili à une guerre civile inévitable.

Les forces armées et les carabiniers<sup>4</sup> déclarent que :

1. Le président de la République doit immédiatement remettre sa haute charge aux forces armées et aux carabiniers ;
2. Les forces armées chiliennes et les carabiniers sont unis pour assumer la mission historique du combat pour la libération de la patrie du joug marxiste et le rétablissement de l'ordre et de la loi constitutionnelle ;
3. Les travailleurs du Chili peuvent être certains que les avantages économiques et sociaux obtenus jusqu'à présent ne souffriront pas de changements fondamentaux ;
4. La presse, les émetteurs de radio et les chaînes de télévision de l'Unité populaire doivent suspendre dès maintenant leurs activités dans le domaine de l'information. Sinon, ils seront pris d'assaut par les forces terrestres et aériennes ;
5. La population de Santiago doit demeurer chez elle pour éviter le massacre d'innocentes victimes.

Signé : général Augusto Pinochet Ugarta (commandant l'armée de terre), amiral José Toribio Marino Castro (commandant la marine), général Gustavo Leigh Guzman (commandant l'armée de l'air), général Mendoza Duran (commandant par intérim les carabiniers).

Source : Agence Reuter, *Le Monde*, 13 septembre 1973.

- 1 - L'ambassade des Etats-Unis à Santiago-du-Chili.
- 2 - Salvador Allende (1908-1973), socialiste élu président de la République du Chili le 24 octobre 1970, à la tête de l'Unité populaire, une alliance de partis de gauche.
- 3 - Agence centrale de renseignement et d'espionnage des Etats-Unis ou CIA.
- 4 - Policiers.

### Questions :

- 1) Relevez dans les documents les acteurs intérieurs et extérieurs qui prennent part à la vie politique du Chili.
- 2) Quelle attitude les Etats-Unis ont-ils adoptée dès le début des années 1970 ? Pourquoi l'ambassade et les ministères américains sont-ils tenus à l'écart ? (document 1).
- 3) Quel nom donne-t-on à la prise de pouvoir présentée dans le document 2 ? Quelles en sont les caractéristiques ?
- 4) En quoi ces événements sont-ils typiques de la situation politique en Amérique latine dans les années 1970 ?

### Exercice n° 3 : sujet d'étude : la Chine

#### Document 1

C'est à la suite de réformes progressives mais radicales, ayant débuté à la fin des années 1970, que la Chine a entamé une période de croissance rapide qui a fait passer sa part dans le PIB mondial de 1% en 1979 à 3% en 2000. Ces réformes, accélérées à partir de 1993 avec l'inscription de "l'économie socialiste de marché" dans la Constitution, ont permis l'inscription de la Chine dans l'économie mondiale. Les premières d'entre elles ont porté sur le commerce extérieur et sur l'agriculture et se sont traduites par une progression rapide des exportations qui a amené la part de la Chine dans les exportations mondiales de moins de 1% en 1980 à plus de 4% en 2001. L'adhésion de Pékin, le 11 décembre 2001, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devait encore accentuer la tendance.

Pourtant, si la croissance des exportations est spectaculaire, la contribution du commerce extérieur à la croissance, inférieure à 1%, reste très modeste malgré le rôle de stimulation indéniable joué par la demande étrangère. La plus forte contribution à la croissance vient de la demande intérieure, de la consommation privée en particulier.

Grâce aux réformes, la Chine a conquis une position dominante comme producteur de biens manufacturiers à faible valeur ajoutée.

Diana Hochraich, « Croissance et contraintes de l'économie chinoise »,  
*Questions internationales* n°6, mars-avril 2004.

#### Document 2

Trafic des ports chinois de 2000 à 2005

	Trafic en millions de tonnes		évolution 2000/2005
	2000	2005	en %
Shanghai	204	443	+ 117
Ningbo	115	269	+ 133
Guangzhou	111	251	+ 126
Tianjin	96	241	+ 151
Qingdao	86	187	+ 117
Dalian	91	170	+ 87
Shenzhen	57	153	+ 168

Pour information :

Singapour	325 (1 <sup>er</sup> port mondial)	423	+ 30
-----------	---------------------------------------	-----	------

Source : ISEMAR, « Les spécificités du modèle de développement des ports chinois »,  
*Note de synthèse* n°87, septembre 2006.

**Questions :**

- 1) Quelles informations sur les résultats de l'économie chinoise sont fournies dans le document 1.
- 2) Quels sont, d'après le même document, les facteurs qui ont permis une évolution de cette économie ?
- 3) Dégagez dans le document 2 les informations qui confirment les performances de l'économie chinoise relevées dans le document 1.
- 4) Quel est le fait majeur qui ressort de la mise en relation des deux documents ?

## Exercice n° 4 : sujet d'étude : l'Union européenne

### Document

rang mondial IDH 2004	PAYS	année d'entrée dans l'UE	PIB PPA* en milliards de dollars 2004	PIB par habitant en dollars 2004	PIB PPA* croissance annuelle moyenne 2002-2004 (%)
4	Irlande	1973	158,0	38 827	5,3
5	Suède	1995	265,6	29 541	6,9
10	Pays-Bas	1957	517,6	31 789	5,0
11	Finlande	1995	156,6	29 951	7,3
12	Luxembourg	1957	31,7	69 961	8,1
13	Belgique	1957	324,1	31 096	6,7
14	Autriche	1995	263,8	32 276	5,9
15	Danemark	1973	172,5	31 914	1,8
16	France	1957	1769,2	29 300	5,1
17	Italie	1957	1622,4	28 180	3,2
18	Royaume-Uni	1973	1845,2	30 821	9,3
19	Espagne	1986	1069,3	25 047	10,5
21	Allemagne	1957	2335,5	28 303	2,2
24	Grèce	1981	245,5	22 205	11,1
27	Slovénie	2004	41,8	20 939	7,2
28	Portugal	1986	206,1	19 629	5,3
29	Chypre	2004	18,8	22 805	17,5
30	République tchèque	2004	198,3	19 408	11,2
32	Malte	2004	7,6	18 879	4,3
35	Hongrie	2004	169,9	16 814	11,8
37	Pologne	2004	495,4	12 974	10,3
40	Estonie	2004	19,6	14 555	8,7
41	Lituanie	2004	45,0	13 107	12,1
42	Slovaquie	2004	78,7	14 623	6,8
45	Lettonie	2004	27,0	11 653	12,1
54	Bulgarie	2007	62,7	8 078	5,1
60	Roumanie	2007	183,9	8 480	12,2
UE (27 Etats)			12331,8		
7	Japon		3737,3	29 251	4,5
8	Etats-Unis		11651,1	39 676	6,3
MONDE			55970,3	8 833	7,8

\*PPA : à parité de pouvoir d'achat (PIB corrigé pour tenir compte des effets de change)

Source: *Rapports mondiaux sur le développement humain*, 2004 et 2006, Programme des Nations Unies pour le développement.



**Questions :**

- 1) Quels sont les éléments qui montrent que l'Union européenne est un pôle de puissance ?
- 2) Relevez les trois pays de l'Union européenne qui ont le PIB total le plus élevé ; les trois pays qui ont le PIB total le plus faible ; les trois pays qui ont le PIB par habitant le plus élevé et les trois pays qui ont le PIB par habitant le plus faible.
- 3) À partir de ces éléments, et des autres informations fournies par le tableau, décrivez et expliquez la répartition de la richesse au sein de l'Union européenne.
- 4) Comment peuvent s'expliquer les taux de croissance des pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004 inclus ?

